



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quinze le 7 avril, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 1 avril 2015, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme FLORENTIN, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. GABARD, Mme HOLGADO, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. CASTETS, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etait excusé et représenté par pouvoir:

M. LIMINIANA à Mme QUERAL

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. ELIAS est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 26

Conseillers votants : 27

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

22 – SIGNATURE PROTOCOLE D'ACCORD

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Vu l'article 100 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°85-552 du 22 mai 1985 relatif à l'attribution aux agents de la fonction publique territoriale du congé pour formation syndicale,

Vu le décret n°85-397 du 03 avril 1985 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2014-1624 du 24 décembre 2014 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale,

Considérant que la Ville de Blaye souhaite :

- garantir le libre exercice des droits syndicaux et structurer le dialogue social avec les organisations syndicales,
- formaliser la pratique du droit syndical au sein de ses services.

Considérant que les conditions matérielles d'activité des sections communales doivent être précisées,

Considérant les caractéristiques principales du protocole d'accord :

- mise à disposition d'un local aménagé (matériel informatique, mobilier, téléphone, ...)
- prise en charge par la ville d'une partie des frais de fonctionnement : téléphonie, consommable informatique
- prise en charge par les syndicats de l'affranchissement du courrier, des fournitures de bureau.
- Définition des conditions d'application des autorisations spéciales d'absence.

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser M. le Maire à signer le protocole d'accord.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est

réunie le 30 mars 2015 et a émis un avis favorable .

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 15/04/15
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20150407-20179-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

